GRANDE-BRETAGNE

Gordon Brown face à une nouvelle mutinerie au sein du Labour

Le Premier ministre britannique Gordon Brown a fait face ce samedi-dimanche à une nouvelle rébellion au sein de son parti le Labour, où son autorité est de plus en plus ouvertement contestée à quelques jours du congrès annuel de la formation travailliste.

La «guerre civile», «le début de la fin pour Brown», «la guerre ouverte» : les journaux dominicaux n'ont pas lésiné hier sur les manchettes à sensation. Il est vrai que cette fronde-là a beau ne pas être la première, elle prend cette fois-ci une résonance particulière, se propageant jusqu'aux marges du gouvernement. La dissidence a commencé avec la révélation, vendredi, d'une lettre de Siobhain McDonagh, la personne chargée de faire respecter la discipline de vote parmi les travaillistes. «Nous devrions avoir un véritable débat sur la direction du parti et du gouvernement», a déclaré Mme McDonagh, quelques heures avant que le gouvernement annonce son remplacement.

Mme McDonagh n'est qu'un membre de second rang du gouvernement Brown mais les noms des travaillistes relayant son appel ne cessent depuis de faire les annonces des médias.

Hier, ils n'étaient encore qu'une petite douzaine à avoir publiquement rejoint la dissidence. Tony Lloyd, président de la formation parlementaire du Labour, a eu ainsi beau jeu de railler cette «poignée» de rebelles, soulignant qu'il faut «un minimum de 70 élus» pour déclencher une élection à la tête du Labour.

Photo : DR

Gordon Brown est pour de plus en plus de travaillistes.

Mais c'est la qualité, plus que la quantité, qui fait la particularité de cette contestation. Six anciens membres de gouvernements travaillistes se sont ainsi joints aux rangs de la rébellion, inondant les médias de virulentes attaques contre Brown. «La population a cessé de l'écouter», a lancé Barry Gardiner, ancien sous-secrétaire d'Etat. «Il a un problème de clarté», a renchéri sa collègue Fiona Mactaggart. «Je doute qu'il puisse regagner la confiance de la population», a ajouté George Howarth, également ex-sous-secrétaire d'Etat. Le dernier sondage en date, publié hier dans le *Sunday Times*, place le Labour à 19 points derrière l'opposition conservatrice, à 27% contre 46%. 73% des 2 161 personnes interrogées par l'institut YouGov (du 10 au 12 septembre) ont de plus une opinion défavorable de Brown.

Début mai, le Labour avait déjà enregistré lors des élections locales sa pire défaite en 40 ans. Il a depuis perdu trois législatives partielles, parfois dans des fiefs réputés les plus sûrs. Quinze mois après avoir succédé, sans élection, à Tony Blair, Gordon Brown est pour de plus en plus de travaillistes synonyme de catastrophe prévisible pour les prochaines législatives qui doivent être convoquées d'ici mai 2010.

Les rebelles entendent ainsi maintenir la pression jusqu'au congrès du Labour, du 20 au 24 à Manchester (nord-ouest), en annonçant de nouveaux ralliements de jour en jour, croit savoir l'*Observer*. *Le Sunday Telegraph* assure que 45 députés sont disposés à se joindre à cette tentative de «putsch».

Beaucoup doutent cependant que la dynamique sera suffisante pour renverser Brown. «La dernière mutinerie en date ne sera pas fatale à Brown qui sait qu'un challenger sérieux ne va pas sortir du lot», estime le *Sunday Telegraph*.

Le ministre des Affaires étrangères, David Miliband, rare poids-lourd travailliste à être cité comme successeur putatif à Brown, a ainsi renouvelé hier son soutien au Premier ministre, rejetant l'idée d'un vote sur son maintien à la tête du Labour lors du prochain congrès à Manchester.

«Gordon Brown peut remporter les prochaines élections», a-t-il assuré sur la BBC.

SOMALIE

Un navire pétrolier échappe de justesse à une attaque de pirates

Un navire-citerne battant pavillon panaméen et affrété par une compagnie japonaise a échappé de justesse à une attaque de pirates somaliens, a annoncé hier une organisation maritime kényane.

«Un tanker battant pavillon panaméen, le *MT Golden Elizabeth*, a été attaqué hier (samedi) par huit pirates qui avaient pris place dans un petit bateau dans le golfe d'Aden», a indiqué Andrew Mwangura, responsable du bureau kényan du Programme d'assistance aux marins, organisation basée à Mombasa (sud-est du Kenya).

«Le navire a effectué une manœuvre et les pirates ont interrompu leur attaque, aucune victime n'a été signalée», a-t-il ajouté, précisant que le navire continuait sa route et avait contacté la marine américaine. Selon lui, il y a 13 marins philippins à bord du tanker long de 137 mètres.

Les eaux somaliennes sont considérées comme les plus dangereuses du monde. Selon le Bureau maritime international (BMI), pas moins de 24 attaques de piraterie ont eu lieu au large des côtes somaliennes au cours du premier semestre 2008.

Les navires sont souvent retenus pendant plusieurs semaines et sont généralement relâchés après le paiement de rançons importantes payées par les gouvernements ou les propriétaires des navires.

Selon des experts maritimes, de nombreuses attaques ont lieu, sans être toutes recensées, le long des 3 700 km de côtes somaliennes infestées de pirates, qui opèrent à bord d'embarcations rapides et sont puissamment armés.

Une force multinationale basée à Djibouti patrouille depuis quelques mois dans une partie du golfe d'Aden et de la mer Rouge, où pourrait opérer un bateau pirate amiral.

Hier, des navires français et espagnols qui pêchaient au large de la Somalie ont décidé d'arrêter leur activité et de rentrer à Mahé, leur port d'attache dans les Seychelles, après une attaque de pirates, «pour protester contre le manque de moyens pour assurer la sécurité», selon Pierre-Alain Carré, directeur d'exploitation de l'armement, basé à Concarneau (ouest de la France).

Il a précisé qu'un thonier français, le *Drennec*, avait été victime samedi matin d'une attaque de pirates alors qu'il se trouvait à 420 milles des côtes somaliennes. Cet acte de piraterie est le deuxième en deux jours, un thonier espagnol, le *Plaja Anzora*, ayant été victime d'une attaque similaire le soir du 11 septembre.

NIGERIA

Le Mend annonce avoir déclenché une «guerre du pétrole»

Le principal groupe armé de la zone pétrolière du sud du Nigeria affirme avoir lancé hier à l'aube une «guerre du pétrole» suite à des attaques «non provoquées» et menace tous les navires pétroliers et gaziers qui s'approcheront du Delta du Niger.

«Suite à un précédent avertissement contre toute attaque de nos positions, le Mouvement pour l'émancipation du delta du Niger (Mend) a déclenché une guerre du pétrole après les attaques aériennes et maritimes non provoquées du 13 septembre par les forces armées nigérianes», indique le Mend dans un courriel. Le Mend demande une nouvelle fois aux compagnies étrangères d'évacuer leurs personnels de la région «car notre objectif n'est pas de prendre des otages mais de détruire les installations» de ces sociétés. «Vers 1h du matin ce dimanche, l'opération Ouragan Barbarossa a commencé avec des combattants lourdement armés à nord d'embarcations parties de différentes bases du Mend dans le delta du Niger», poursuit le mouvement armé qui affirme avoir détruit ou endommagé des installations pétrolières et avoir tué 22 soldats. Aucune confirmation de ces affirmations n'était disponible hire midi de source indépendante ou militaire.

Le Mend ajoute également qu'il va s'en prendre aux navires pétroliers et gaziers étrangers qui s'approcheront des côtes du delta et leur conseille «de mouiller en haute mer ou de changer de cap», sous peine d'attaques.

Le groupe armé affirme qu'il va continuer ses opérations «jusqu'à ce que le gouvernement comprenne que la solution pour apporter la paix dans le delta du Niger passe par la justice, le respect et le dialogue».

L'Inde à la poursuite d'un groupe islamiste local

Les autorités indiennes se sont lancées hier à la poursuite d'un groupe islamiste local qui a revendiqué les cinq attentats perpétrés la veille dans des quartiers commerçants et huppés de New Delhi, faisant au moins 20 morts et quelque 100 blessés.

Le gouvernement fédéral a tenu une réunion sur la sécurité pour «discuter de mesures d'urgence à prendre à Delhi et dans d'autres grandes villes», a annoncé le secrétaire à l'Intérieur, Madhukar Gupta. Des télévisions affirmaient que la police avait déjà arrêté des suspects, mais sans fournir d'autres détails. «Nous disposons d'indices fondamentaux, d'indices positifs. Nous espérons résoudre cette affaire», a assuré à l'AFP Rajan Bhagat, porte-parole de la police de la capitale, confirmant «la mort de vingt personnes et 98 blessées».

Cinq bombes ont sauté samedi soir dans trois quartiers différents fréquentés par la nouvelle classe moyenne indienne, celle qui consomme à tour de bras et flâne le soir dans le cœur historique de cette ville tentaculaire de 14 millions d'âmes.

En l'espace de 45 minutes, les engins ont en particulier ensanglanté un symbole de New Delhi, Connaught Place, une majestueuse place construite par le colonisateur britannique, composée de deux anneaux couverts d'arcades aux centaines de commerces et restaurants locaux et occidentaux. Un autre quartier commerçant, Greater Kailash, très prisé des nouveaux riches Indiens et des étrangers pour ses bars et librairies à la mode, a été secoué par deux bombes. Une cinquième a visé le nord de New Delhi où s'alignent des magasins d'électronique. Trois autres ont été désamorcées à temps, a confirmé l'officier Bhagat : l'une de ces bombes a été mise au jour à la Porte de l'Inde, un arc de triomphe militaire, d'où part une gigantesque avenue, Raj Path, bordée de pelouses et de bassins où les familles viennent le soir prendre le frais, déguster des glaces et jouer au ballon. Un groupe mal connu, les Moudjahidine indiens, a revendiqué ces attentats. «Au nom d'Allah, les Moudjahidine indiens ont encore frappé. Faites ce que vous voulez. Arrêtez-nous si vous le pouvez!» ont-ils proclamé dans un courrier électronique diffusé par les médias. Cette cellule islamiste locale avait déjà revendiqué seize attentats en juillet à Ahmedabad (Etat du Gujarat, ouest), des bombes en mai à Jaïpur (Etat touristique du Rajasthan, nord-ouest) et des attaques coordonnées en novembre 2007 contre trois villes de l'Uttar Pradesh (nord), faisant au total plus de 120 morts.

D'après des sources de services de renseignement indiens, ce groupe serait en fait issu du Mouvement islamique des étudiants d'Inde (SIMI) interdit depuis 2001. D'autres experts pensent que ces Moudjahidine indiens n'agissent pas seuls et sont liés à des organisations islamistes basées au Pakistan et au Bangladesh — le Lashkar-e-Taiba (LeT) et le Harkat-ul-Jihad-al-Islami (HuJI) — accusées d'avoir perpétré bon nombre d'attentats en Inde ces dernières années. En fait, le géant asiatique de 1,1 milliard d'habitants — dont 80% d'hindous et 14% de musulmans —, devenu 10e puissance économique mondiale, est maintenant la cible d'islamistes locaux et non plus seulement de groupes venus du Pakistan ou du Bangladesh voisins. Depuis trois ans, l'Inde est frappée environ tous les trois mois par un attentat. Les plus meurtriers restent ceux de Bombay du 12 mars 1993 (257 morts) et ceux du 11 juillet 2006 dans des trains et des gares de cette même capitale de la finance et du cinéma (186 morts). C'est d'ailleurs de Bombay que serait parti le mail des Moudjahidine indiens, selon la presse. La mégalopole de 18 millions d'habitants, porte-drapeau de cette «Inde qui brille», était particulièrement surveillée à l'approche de la fin de la fête hindoue de Ganesh. Dans tout le pays, les aéroports, gares ferroviaires et routières sont depuis samedi en état d'alerte maximum.